



## Conseil économique et social

Distr. générale  
7 mai 2014  
Français  
Original : anglais

---

### Session de 2014

Point 5 c) de l'ordre du jour provisoire

**Débat de haut niveau : examen ministériel annuel**

### **Déclaration présentée par Yakutia – Notre Opinion, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social**

Le Secrétaire général a reçu la déclaration suivante qui est distribuée conformément aux paragraphes 30 et 31 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

---

\* [E/2014/1/Rev.1](#), annexe II.



## Déclaration

L'un des objectifs du Millénaire pour le développement porte sur l'élimination de la pauvreté, mais de nombreux gouvernements ne prennent pas de mesures efficaces dans ce domaine. Un partenariat mondial est nécessaire pour faire respecter les droits de l'homme, notamment pour appliquer des mesures coercitives. Après l'effondrement de l'Union soviétique, il y a 23 ans, la Fédération de Russie a eu l'occasion d'assurer une vie décente à sa population, mais elle ne l'a pas fait.

La Fédération de Russie a procédé à des violations massives des droits de l'homme pendant longtemps et elle continue à le faire. Elle a présenté, et continue de présenter, des informations fallacieuses sur de nombreuses questions. Les arguments qu'elle avance sur certaines questions contredisent directement les informations des organes des Nations Unies et des parties prenantes, et sa politique étrangère est cynique, hypocrite et repose sur deux poids, deux mesures.

Les privilèges en Fédération de Russie (entreprises rentables, emplois bien rémunérés, marchés publics lucratifs) sont répartis entre les hauts fonctionnaires et les oligarques, leur famille et leurs amis. En fait, un système féodal a été approuvé, qui prive d'avenir les générations futures de Russes. D'après les données officielles, moins de 20 % de la population russe disposent d'un revenu inférieur au revenu minimum vital. En réalité, la majorité des Russes vit en dessous du seuil de pauvreté en raison de la sous-évaluation des normes sociales minimales, de la faiblesse du pouvoir d'achat réel, du manque de fiabilité des données statistiques et de la surestimation des prix et des tarifs. Tous ces facteurs engendrent la faim et la pauvreté qui menacent la survie physique de la population et qui peuvent être assimilées à des conditions de génocide.

Le Gouvernement de la Fédération de Russie déclare qu'il n'a pas la capacité financière d'assurer une vie décente à la majorité de sa population, mais les priorités de l'État ne prennent pas en compte les intérêts de celle-ci. L'État vise à enrichir une minorité. Si les autorités n'ont pas suffisamment de ressources financières pour assurer une vie décente à la majorité de la population, comment peuvent-elles garantir de bonnes conditions de vie à une minorité (1,5 % de la population russe détient 50 % des avoirs nationaux)? Pourquoi existe-t-il 131 milliardaires russes dont la richesse cumulée s'élève à 147 milliards de dollars? Ils sont devenus milliardaires par suite de privatisations injustes et criminelles.

Il est faux de dire que la Fédération de Russie ne peut assurer une vie décente à la majorité de sa population. La Russie dispose de suffisamment de ressources financières. Par exemple, en vertu de la loi relative aux droits des citoyens russes sur les recettes de l'exploitation des ressources naturelles du pays, la Fédération de Russie peut assurer la redistribution appropriée de ces recettes à tous les citoyens russes. Il faut également introduire un impôt progressif sur les revenus, relever les normes sociales, stimuler la consommation et prendre d'autres mesures sociales.

Cependant, le Gouvernement de la Fédération de Russie continue de violer le droit fondamental de tous les citoyens russes à une vie décente, ce qui jette le discrédit sur le processus international de la protection des droits de l'homme. Cette situation peut continuer indéfiniment si des sanctions appropriées ne sont pas prises. Notre organisation propose un examen plus détaillé de cette situation et demande que la Fédération de Russie fasse l'objet de poursuites judiciaires pour avoir présenté des informations fallacieuses et violé les droits de l'homme. Nous

demandons instamment aux organismes des Nations Unies et aux parties prenantes de prendre les mesures coercitives nécessaires à l'encontre de la Fédération de Russie, à savoir l'application de sanctions diplomatiques, administratives, commerciales, financières et autres. Il convient également d'envisager de geler les avoirs de la Fédération de Russie à l'étranger et de l'exclure des organisations internationales. Quel que soit leur statut, toutes les personnes responsables de violations de droits de l'homme doivent être traduites en justice. Il est nécessaire de retrouver les hauts fonctionnaires russes responsables des violations des droits de l'homme en Russie et de les déférer à la justice.

---